

## CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DU SNM

# «L'intérêt du pays n'est pas lié à l'action revendicative»

*L'implication des magistrats lors du prochain scrutin électoral n'est pas liée à l'action revendicative initiée par le Syndicat national des magistrats (SNM). Son président, Djamel Aïdouni, a déclaré qu'il «est du devoir du magistrat de répondre à l'appel de sa patrie et imposer sa présence sur le terrain en ce genre de circonstance».*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Les propos tenus par le président du Syndicat national des magistrats ont eu lieu lors d'une conférence de presse animée au siège de la résidence des magistrats, à El Biar, quelques minutes seulement après la fin des travaux de la session ordinaire du Conseil national du SNM.

Pour M. Aïdouni, «il n'est pas utile de lier les questions socio-professionnelles avec les intérêts suprêmes de la nation». «Le devoir national passe avant toute autre considération», a-t-il dit en guise d'explication de la position du Syndicat national des magistrats concernant «l'implication directe des magistrats lors des prochaines joutes électorales».

Cela dit, il n'en demeure pas moins que le conférencier a saisi cette opportunité pour porter à la connaissance des journalistes présents que «la plateforme de revendications du SNM a été remise à la tutelle en septembre dernier». Dans cette dernière, il était notamment question de la

révision salariale des magistrats et des conditions d'exercice. Toutefois, la question salariale a occupé, selon nos sources, l'essentiel de la revendication du Syndicat des magistrats.

A ce propos, les mêmes sources ajoutent que les juges revendiquent des salaires similaires à ceux perçus par les parlementaires et les ministres.

«Le président de la Cour suprême doit percevoir le même salaire que ceux des présidents des Chambres, haute et basse. Et le même principe doit être appliqué au reste des membres», explique un membre du bureau du SNM.

Sur un autre plan, les questions relatives à l'exercice de la fonction du magistrat ou encore du fonctionnement de l'appareil judiciaire, d'une manière générale, ont été évoquées lors de cette conférence de presse.

A ce titre, M. Aïdouni a rejeté l'idée selon laquelle les juges en charge des gros dossiers sont «soumis à des pressions» ou



Djamel Aïdouni, président du Syndicat national des magistrats.

encore «le recours abusif au report des procès». «Il faut avoir la preuve de ce qu'on avance. J'ai des collègues et amis qui traitent d'importants dossiers mais à aucun moment ils ne m'ont fait part d'une quelconque pression qu'ils subissent de l'extérieur.

Moi-même, j'ai traité des dossiers très complexes, mais croyez-moi, je n'ai jamais eu affaire à cette pression. Bien au

contraire et très souvent, j'ai agi en ma qualité de juge d'instruction à contre-courant des idées avancées par le représentant du ministère public, mais point de pression», a dit le juge Djamel Aïdouni.

Sur un autre plan, le conférencier a parlé de la problématique des reports des procès qui, selon lui «doit être justifiée par le juge en charge du dossier». «Si une

affaire nécessite son renvoi une vingtaine de fois, qu'il en soit ainsi. C'est au juge de le justifier, tout en respectant le délai raisonnable de la tenue du procès.»

Enfin, le président du SNM conclut son intervention en indiquant qu'à l'horizon 2014, le nombre de magistrats sera de 6 500, alors qu'il est aujourd'hui de 4 200.

A. B.

## COORDONNÉ PAR ABDELAZIZ BELAÏD (EX-SG DE L'UNJA)

# Le Front Al Moustaqbel est né

*La promesse de souplesse en matière de délivrance d'agrément à de nouveaux partis politiques détermine de plus en plus d'initiatives. La dernière en date est à l'actif de l'ancien secrétaire général de l'UNJA, Abdelaziz Belaïd, qui, hier, a fait l'annonce solennelle de la création du Front Al Moustaqbel.*

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Lors d'une conférence de presse, animée au siège du parti, sis rue Didouche-Mourad à Alger, Abdelaziz Belaïd a informé que la création du parti a été formalisée. Il a souligné que le dossier de constitution a été déposé mercredi 21 décembre auprès des services concernés du ministère de l'Intérieur.

Cogité depuis longtemps, le projet de création de ce nouveau parti a été finalisé, a expliqué Belaïd, au début du mois en cours, lors d'une réunion des membres fondateurs.

Sous la houlette de Abdelaziz Belaïd, désigné coordinateur général du parti, le Front Al Moustaqbel se propose comme un creuset où peuvent se retrouver les énergies militantes convaincues de la nécessité du changement et des réformes.

Le nouveau-né de la scène politique nationale, qui se définit comme un parti progressiste, se déclare souverain dans sa décision politique, autonome dans sa création et n'est affilié à aucune chapelle.

Si Abdelaziz Belaïd a tenu à souligner cela d'un trait appuyé dans sa déclaration liminaire à la conférence de presse, c'est assurément pour anticiper sur d'éventuelles déductions. D'autant qu'il a longtemps été militant et cadre du FLN. D'ailleurs, Belaïd a même ressenti la



Abdelaziz Belaïd.

nécessité d'expliquer que le mot «front» dans la dénomination du parti ne participe pas d'une confusion volontaire avec l'autre

«Front», le FLN en l'occurrence. S'agissant de programme, le Front Al Moustaqbel se propose de militer pour les libertés, la citoyenneté, la stabilité et la justice.

Il préconise également la réforme de système éducatif dans le sens d'une meilleure qualité de l'enseignement.

Et pour un développement harmonieux, il prône un nouveau découpage administratif, lequel consistera en la création de nouvelles wilayas et de nouvelles communes.

### Un nouveau coup dur pour Belkhadem

S'il y a quelqu'un qui vivrait mal la création de ce nouveau parti, c'est bien le secrétaire général du FLN, Abdelaziz Belkhadem. Le Front Al Moustaqbel, dont le coordinateur général était secrétaire

général de l'UNJA et membre du comité central du FLN, puisera certainement les énergies militantes à la fois dans l'UNJA, association satellite du FLN, et dans le FLN lui-même. Ce qui n'est pas pour rassurer un Belkhadem qui, déjà, fait face à l'adversité farouche des redresseurs du FLN.

Une adversité synonyme de fragilité organique de l'ancien parti unique. Une fragilité qui devra s'en ressentir déjà en cette phase de précampagne électorale et davantage lors des consultations électorales. Cela étant, Abdelaziz Belaïd, qui a été partisan de Ali Benflis en 2004, a affirmé avoir de bonnes relations avec les anciens secrétaires généraux du FLN, tout en soulignant que le Front Al Moustaqbel est une aventure partisane autonome.

S. A. I.

## EL ISLAH PRÉPARE SON CONGRÈS ET ASSURE

# «L'avenir nous appartient»

*Non encore en totale conformité avec son propre règlement intérieur, El Islah ne se projette pas moins dans l'avenir. Son secrétaire général croit en les chances de son parti lors des prochaines échéances électorales.*

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le secrétaire général d'El Islah en est convaincu : son parti a les moyens de se préparer dans les délais. Kadri Miloud affirme qu'il ne faudra pas plus d'un mois pour que la base du parti se mobilise pour les toutes prochaines élections. Une base qui, assure-t-il, est de plus en plus large.

Des affirmations faites face aux délégués du centre du pays réunis hier à Alger

pour un congrès régional, le quatrième après ceux du Sud, de l'Est et de l'Ouest. Des regroupements en vue de préparer un congrès extraordinaire. Ce dernier devrait permettre à El Islah de clore le cycle d'instabilité et de non-conformité avec ses statuts depuis le départ de Boulahya en 2009. Le congrès prévu samedi prochain verra l'élection d'une nouvelle direction qui aura la tâche de mener de front les prochaines sélections.

En attendant, l'actuel secrétaire général livre son appréciation sur les réformes et le récent discours du président de la République. Kadri Miloud considère que la classe politique s'«agitait» pendant que

«certaines parties» tentaient d'assassiner les réformes. Dénonçant ce qu'il appelle «exclusion» et «apartheid», allusion à des parties qui, dit-il, voudraient exclure sa formation politique et fermer le jeu. La légitimité historique, dit-il, n'a plus lieu d'être et ne peut plus continuer à servir de fonds de commerce, estimant qu'il était grand temps de comparer les programmes des partis politiques avant de choisir sur la base de ces mêmes programmes. Commentant le discours de Bouteflika, il dit l'avoir trouvé «rassembleur» et s'est senti rassuré après l'avoir écouté sur la possibilité d'avoir enfin un véritable multipartisme.

N. I.